

DECLARATION DE TANGER

MEDAYS

19-21 novembre 2009

Au terme de ces journées de débats consacrées au co-développement responsable en Afrique et dans les pays émergents, la présente déclaration est rendue publique.

Considérant le contexte international, marqué par une succession de crises, alimentaire, énergétique, financière, économique et écologique, trop souvent gérées en dehors de tout cadre multilatéral ;

Considérant le fait que la Méditerranée quant à elle s'affirme comme espace institutionnel, même si les mécanismes de co-gestion entre les deux rives semblent ralentis, et malgré l'espoir suscité par l'*Union pour la Méditerranée* ;

Considérant l'appel de Skhirat du 30 mai 2009 en faveur d'une initiative tricontinentale atlantique ;

Considérant la nécessité du renforcement des coopérations entre les pays du Sud, et notamment les pays du continent africain, en vue d'atteindre les *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, avec le soutien indispensable des pays les plus développés ;

Considérant la position actuelle du gouvernement israélien vis-à-vis d'un compromis,

L'organisation du forum souhaite rendre publiques les **9** recommandations générales suivantes concourant à la paix, au développement et à la préservation de la planète :

Réaffirmer le multilatéralisme comme une nécessité pour faire face aux enjeux de la paix et de la sécurité. Les Nations-Unies doivent être le lieu principal des décisions majeures intéressant le bien commun de l'humanité. Les plateformes d'échanges et de discussions inclusives à géométrie variable telles que les MEDays doivent se multiplier.

Agir au niveau régional, dans un cadre de responsabilité internationale, en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Trop déliées du contexte régional, les réponses globales prennent en effet le risque de graves erreurs d'appréciation, et de conséquences plus graves encore à l'échelle mondiale.

Ceuver à la recherche déterminée d'un règlement du conflit israélo-arabe, dans le cadre de la légalité internationale et sur la base des accords antérieurs, conformément à l'*Initiative arabe de paix* et avec l'appui de la société civile.

Pour cela il convient :

- de soutenir résolument le Président Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne ;
- d'encourager dans leur engagement :
 - L'administration américaine qui a pris un tournant déterminant en inscrivant ce sujet à son agenda dès les premiers jours de son mandat
 - L'Union européenne et la Russie qui jouent un rôle croissant dans cette recherche active d'un règlement
 - Et avec une mention toute particulière, le comité Al Qods, présidé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui s'est engagé personnellement pour fixer un cadre pacifique de coexistence des trois religions à Jérusalem et à la préservation du capital islamique de la ville trois fois sainte.

Il convient également

- de rappeler sans relâche les solutions connues de tous de :
 - deux États souverains, et un Etat palestinien viable avec comme capitale Al Qods
 - un retour aux frontières de 1967
 - et l'arrêt immédiat des colonisations

Préserver, face aux menaces, la stabilité régionale, directement liée au **renforcement et à l'affirmation sereine de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale des États.**

Imposer le développement comme un pilier incontournable de la paix et de la stabilité mondiale. Les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* constituent le cadre référentiel consensuel pour la mobilisation de tous les États, mais la coordination et les engagements des pays les plus avancés sont insuffisants et doivent être accrus.

De plus, les instruments de mesure du développement humain doivent aujourd'hui prendre en compte des critères de mesure du bien-être, du degré d'épanouissement des citoyens tant sur le plan politique que culturel.

Créer le *Groupe de coordination financière et économique* proposé par la Banque mondiale, réunissant les ministres des finances de l’Afrique du Sud, de l’Arabie saoudite, du Brésil, de la Chine, de l’Inde, du Mexique, de la Russie, et des pays du G7, selon le principe d’un réseau souple et dont le nombre de membres soit évolutif.

Développer les **coopérations Sud-Sud** dans la perspective de cette coordination financière et économique, en promouvant le commerce équitable. C’est un enjeu crucial pour les MEDays - en témoigne la qualité et le nombre des participants cette année venus de toute l’Afrique, d’Asie et d’Amérique du Sud.

Mettre en place des **approches diversifiées et fondées sur l’innovation** pour préserver **l’environnement et promouvoir le développement durable**. L’engagement de la communauté internationale doit être déterminé mais **modulé à proportion de la capacité et des moyens de chaque État**. Cette responsabilité active, à l’horizon de la *Conférence de Copenhague*, doit permettre l’émergence d’un nouvel ordre écologique mondial, plus équitable.

Pour cela, le forum de Tanger souhaite mettre en avant le **concept de responsabilité globale des entreprises** – au-delà de leur responsabilité sociale. Nombre d’entre elles se sont déjà engagées dans des modes de production et de consommation qui n’hypothèquent pas notre avenir.

Le défi est global, et la réponse ne peut venir des seuls États et autorités publiques. **Les jeunes, les générations émergentes, les femmes, doivent s’engager**. Les entreprises, les ONG, la société civile, les acteurs du dialogue social et environnemental, les media doivent approfondir sans cesse la recherche de solutions, au plus près du terrain comme à l’échelle du monde, et l’accélérer. Une part importante de la solution réside dans la **responsabilisation de tous les acteurs économiques, de la société civile**, et dans les engagements qu’ils prendront unilatéralement, sans attendre de contrepartie, de manière volontariste, avec détermination et enthousiasme.

Tanger, le 21 novembre 2009.



Nota bene : des recommandations sectorielles émanant des 27 panels seront publiées sur le site internet www.medays.org dans les prochains jours, et intégrées dans les actes du forum.